

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légal et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

RENOVALYS N°7

Société Civile de Placement Immobilier au capital social maximum de 20 003 600 €
Siège social : 52 rue de Bassano, 75008 Paris
853 577 310 R.C.S. Paris

Avis de convocation

Les associés de la SCPI RENOVALYS N°7 sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le 4 juin 2025 à 14h30, au siège de la société Advenis Real Estate Investment Management, 52 rue de Bassano – 75008 Paris, et seront appelés à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024
2. Quitus donné à la Société de Gestion
3. Quitus donné au Conseil de surveillance
4. Approbation des conventions visées à l'article L214-106 du code monétaire et financier
5. Affectation du résultat
6. Approbation de la valeur comptable, de la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution
7. Renouvellement des membres du Conseil de surveillance
8. Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes
9. Pouvoirs à donner pour l'accomplissement des formalités

Les associés de la SCPI RENOVALYS N°7 seront appelés à voter sur le projet de résolutions à titre ordinaire suivant :

Première résolution — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport du conseil de surveillance, des rapports du commissaire aux comptes, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, ainsi que les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

Deuxième résolution — L'assemblée générale donne à la société de gestion quitus de sa mission pour l'exercice écoulé et lui renouvelle, en tant que de besoin, sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

Troisième résolution — L'assemblée générale donne quitus entier et définitif de sa mission au conseil de surveillance pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat.

Quatrième résolution — L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L214-106 du code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et en approuve le contenu.

Cinquième résolution — L'assemblée générale, sur proposition de la société de gestion, constate et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 de la manière suivante :

| 31/12/2024 | Total en € | Par part en € |
|------------------------------------|-------------------|----------------------|
| Résultat net | 86 334,36 | 50,78 |
| Report à nouveau | 15 871,30 | 9,34 |
| Total distribuable | 102 205,66 | 60,12 |
| Dividende | 68 000,00 | 40,00 |
| Report à nouveau après affectation | 34 205,66 | 20,12 |

En conséquence, le dividende unitaire par part en pleine jouissance pour l'exercice 2024 s'élève à 40,00 euros (montant incluant 0,97 € par part de revenus financiers).

Sixième résolution - L'assemblée générale approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution telles qu'elles sont présentées, à savoir :

| 31/12/2024 | Valeur globale | Valeur par part |
|--------------------------|-----------------------|------------------------|
| Valeur comptable | 7 575 915,66 | 4 456,42 |
| Valeur de réalisation | 6 568 078,69 | 3 863,58 |
| Valeur de reconstitution | 7 896 605,30 | 4 645,06 |

Septième résolution – Le mandat des membres du conseil de surveillance arrive à expiration le jour de l'assemblée générale ordinaire annuelle d'approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2024. L'assemblée générale approuve la nomination de sept à dix membres au conseil de surveillance et ce pour une durée de trois années soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2027. Seront élus les associés candidats ayant réuni le plus grand nombre de voix parmi la liste ci-dessous :

Les associés figurant ci-dessous ont envoyé leur candidature (classés par ordre alphabétique) :

Membres sortants se représentant :

| Nom/Prénom | Âge | Profession/Activité | Nombre de parts de Renovalys N°7 détenues | Nombre de mandats au sein d'autres conseils de surveillance, toutes SCPI confondues |
|---------------------|-----|--|---|---|
| BANNELIER Lionel | 47 | Directeur commercial | 2 | 0 |
| BOISSELET Claude | 56 | Directeur Marketing et Commercial jusque fin 2022 dans un groupe de transport et messagerie international ; Gérant de Sarl depuis début 2023 ; Missions de management de transition auprès des PME et grands groupes | 11 | 3 |
| CHARRON Thierry | 62 | Commissaire aux comptes | 4 | 1 |
| GOBIN Olivier | 54 | Directeur Général avec responsabilités sur deux usines, en France et en Espagne | 12 | 1 |
| ROUSSILHE Michel | 78 | Président actuel du Conseil de surveillance ; Retraité, ancien expert-comptable, commissaire aux compte inscrit à la CRCC Grande Aquitaine. | 2 | 1 |
| ROUX-CHENU Isabelle | 68 | Retraîtée, ancienne avocate aux barreaux de Paris et New-York | 22 | 0 |

Associé faisant acte de candidature :

| Nom/Prénom | Âge | Profession/Activité | Nombre de parts de Renovalys N°7 détenues | Nombre de mandats au sein d'autres conseils de surveillance, toutes SCPI confondues |
|----------------|-----|--|---|---|
| GARDES Bernard | 63 | Auditeur COFRAC, Responsable qualité Orano, Conseil/formation aux laboratoires accrédités. | 2 | 1 |

Huitième résolution – Le mandat du cabinet Mazars, commissaire aux comptes, étant arrivé à échéance, l'assemblée générale décide de renouveler le mandat du cabinet Mazars en tant que commissaire aux comptes pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Neuvième résolution – L'assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent acte sous seing privé constatant les décisions de l'assemblée générale ordinaire à l'effet d'accomplir toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur qui en seraient la suite ou la conséquence.